



# NOTICE DEMANDE DE L'AIDE A LA CREATION ET A LA REPRISE D'UNE ENTREPRISE (ACCRES)



n° 51223#01

## L'Aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'une entreprise

L'ACCRES consiste en une exonération de cotisations sociales pendant 12 mois (prolongation possible de 24 mois pour les micro-entreprises). Elle peut s'ajouter à deux mesures complémentaires :

- une aide financière dans le cadre du dispositif « EDEN » (encouragement au développement d'entreprises nouvelles) ;
- des « Chèques conseil » correspondant à 2/3 du coût d'expertise de votre projet.

*pour ces deux autres mesures, contactez votre direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle*

	MOTIFS DEMANDE ACCRES	PIECES JUSTIFICATIVES A PRODUIRE (photocopie)
2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Demandeur d'emploi indemnisé</li> <li>- Demandeur d'emploi non indemnisé inscrit à l'ANPE six mois au cours des dix huit derniers mois</li> <li>- Bénéficiaire du RMI de l'Allocation de Solidarité Spécifique ou de l'Allocation de Parent Isolé ou certaines catégories de bénéficiaires de l'Allocation temporaire d'attente</li> <li>- Jeune de 18 à 25 ans révolus, remplissant les conditions pour bénéficier du contrat emploi-jeune</li> <li>- Personne de moins de 30 ans non indemnisée, bénéficiant du contrat emploi-jeune dont le contrat se trouve rompu avant le terme, ou reconnue handicapée</li> <li>- Salarié ou personne licenciée d'une entreprise en redressement ou en liquidation judiciaire qui reprend l'activité de l'entreprise : l'entreprise est soumise à l'une des procédures de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires et le salarié ou la personne licenciée reprend tout ou partie de cette entreprise en s'engageant à investir en capital la totalité des aides et à réunir des apports complémentaires en capital au moins égaux à la moitié des aides accordées</li> <li>- Personne créant une entreprise implantée au sein d'une zone urbaine sensible</li> <li>- Bénéficiaire du complément de libre choix d'activité</li> </ul>	<p style="text-align: center;">Une pièce d'identité du demandeur et les statuts si l'exercice se fait en société.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Notification d'ouverture de droit</li> <li>→ Historique de l'inscription à l'ANPE</li> <li>→ Attestation justifiant la qualité d'allocataire ou de bénéficiaire des aides mentionnées</li> <li>→ Pour les moins de 26 ans, la pièce d'identité attestant de la date de naissance suffit ;</li> <li>→ Pour les 26 à moins de 30 ans : attestation sur l'honneur de non indemnisation par le régime d'assurance chômage ou contrat de travail accompagné de toute pièce attestant de sa rupture ; pour une personne handicapée, justificatif de reconnaissance de personne handicapée délivrée par la commission départementale des droits et de l'autonomie</li> <li>→ Copie du jugement d'ouverture de la procédure de liquidation judiciaire ou à défaut une attestation du liquidateur, de l'administrateur judiciaire ou du juge commissaire ;</li> <li>→ Justification de l'adresse de l'établissement où s'exerce l'activité dans la ZUS</li> <li>→ Notification d'ouverture du droit à l'allocation, ou titre du dernier paiement.</li> </ul>

4	<p><b>Codes Niveau de formation initiale :</b></p> <p>1 : Au moins Bac plus 3 2 : Bac plus 2 3 : Niveau Bac ou équivalent 4 : CAP, BEP avec diplôme ou équivalent</p> <p>5 : Niveau CAP, BEP sans diplôme 6 : Niveau inférieur au CAP, BEP 7 : Etudes primaires</p>	<p><b>Codes Motif d'inscription à l'ANPE :</b></p> <p>1 : Licenciement économique 2 : Rupture de Contrat Nouvelle Embauche (CNE) 3 : Autre licenciement 4 : Suite à démission 5 : Fin de CDD</p> <p>6 : Fin de mission d'intérim 7 : Recherche d'un premier emploi 8 : Fin de période d'inactivité 9 : Fin de contrat aidé 0 : Autre motif :</p>	<p><b>Codes Qualification du dernier emploi occupé :</b></p> <p>1 : Ouvrier 2 : Employé, Technicien 3 : Agent de maîtrise 4 : Profession intermédiaire, Cadre</p> <p>5 : Artisan, commerçant 6 : Profession libérale 7 : Agriculteur 8 : Sans qualification.</p>
---	---	--	--

**Si vous ne pouvez pas bénéficier de l'ACCRES, sachez que d'autres dispositifs de soutien à la création ou à la reprise d'entreprise ont été mis en place par les pouvoirs publics, notamment :**

1. **Le report des cotisations et contributions sociales dues au titre de la première année d'activité et l'étalement sur cinq ans de leur paiement**  
Il permet au créateur ou repreneur d'une entreprise de demander un différé de paiement et, éventuellement, de bénéficier d'un paiement échelonné (sur une période maximale de 5 ans, à hauteur de 20 % au minimum par an) des cotisations et contributions sociales personnelles dues au titre des 12 premiers mois d'activité. Le bénéfice du report et de l'échelonnement du paiement des cotisations et contributions sociales doit faire l'objet d'une demande écrite de l'intéressé qui doit être présentée au plus tard à la date de la première échéance d'appel à cotisations et avant tout versement de cotisations et contributions sociales (3 mois après l'immatriculation). Contactez : votre caisse du régime social des indépendants ou votre URSSAF
2. **Exonération de cotisations sociales au bénéfice des salariés-créateurs**  
Elle permet aux salariés qui créent ou reprennent une entreprise tout en étant employés dans une autre entreprise, de bénéficier, durant les 12 premiers mois d'activité, d'une exonération de cotisations sociales dues au titre de leur nouvelle activité d'entrepreneur. La demande doit être effectuée par écrit et doit intervenir au plus tard à la date de la première échéance d'appel à cotisations (3 mois après l'immatriculation et le début d'activité). Contactez : votre caisse du régime social des indépendants ou votre URSSAF
3. **Le régime microsociet**  
Si vous relevez déjà ou que vous avez opté, dans le cadre de votre déclaration de création ou de reprise d'entreprise, pour le régime fiscal de la micro entreprise, vous pouvez bénéficier du plafonnement du montant des cotisations dues en vous acquittant d'un pourcentage de votre chiffre d'affaires ainsi que d'un régime de déclaration trimestriel simplifié (cette mesure entrera en application au 1er janvier 2008). Contactez : votre caisse du régime social des indépendants
4. **Si vous implantez votre entreprise dans une Zone Franche Urbaine (ZFU), dans une Zone de Redynamisation Urbaine (ZRU)**  
Si vous vous installez en ZFU, ZRU, vous serez exonéré de vos cotisations d'assurance maladie pendant 5 ans, dans la limite d'un seuil fixé par la réglementation, à l'exclusion de la cotisation finançant les indemnités journalières. Contactez : votre caisse du régime social des indépendants

## Liste des pièces à fournir à l'appui d'une demande d'ACCRE

( ) Formulaire de demande d'ACCRE dûment complété et signé valant attestation sur l'honneur de non bénéfice de l'aide depuis 3 ans.

( ) Copie de la pièce d'identité du ou des demandeurs

( ) Un exemplaire des statuts (en cas d'exercice sous forme de société)

( ) Photocopie du livret de famille lorsque le contrôle effectif du capital de la société est exercé par le demandeur de l'aide, avec sa famille ou tout justificatif du lien de parenté.

### Pour les demandeurs d'emploi indemnisés par le régime d'assurance chômage ou de solidarité:

( ) Notification d'ouverture de droit ou justificatif du paiement

### Pour les demandeurs d'emploi susceptibles d'être indemnisés (bénéficiaires de la convention de reclassement personnalisée (CRP)) :

( ) Une photocopie de la lettre de licenciement

( ) Photocopie des bulletins de salaire des 6 derniers mois

( ) Copie du bulletin d'acceptation de la convention de reclassement personnalisé dûment complété et signé par le salarié

### Pour les demandeurs d'emploi non indemnisés :

( ) Photocopie de l'historique de la situation de demande d'emploi délivré par l'ANPE, justifiant de 6 mois d'inscription dans les 18 derniers mois et comprenant le cas échéant les périodes de stages ou de formation.

### Pour les bénéficiaires du RMI (Revenu Minimum d'Insertion), de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS) ou de l'API (Allocation Parent Isolé) :

( ) Photocopie de l'attestation du bénéfice ou du paiement de la prestation

( ) Une copie du livret de famille ou un certificat de concubinage (pour les demandes formulées par le conjoint ou le concubin)

### Pour les jeunes de 18 à 25 ans révolus :

( ) Copie de la pièce d'identité

### Pour les personnes de 26 ans à moins de 30 ans non indemnisées bénéficiant d'un emploi jeune et dont le contrat est rompu avant terme :

( ) Attestation sur l'honneur de non indemnisation au titre de l'assurance chômage

( ) Photocopie du contrat de travail

( ) Pièce justifiant de la rupture du contrat

### Pour les personnes de moins de 30 ans reconnues handicapées

( ) Photocopie du justificatif de la reconnaissance de l'état de personne handicapée délivrée par la commission départementale des droits et de l'autonomie (COTOREP)

### Pour les salariés repreneurs de leur entreprise en procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire :

( ) Copie du jugement d'ouverture de la procédure de liquidation judiciaire ou attestation du liquidateur, de l'administrateur judiciaire ou du juge commissaire

### Pour les personnes physiques créant une entreprise en zone urbaine sensible (ZUS) :

( ) Copie du formulaire de déclaration d'entreprise (fourni par le CFE)

### Pour les bénéficiaires du complément du libre choix d'activité :

( ) Photocopie de la notification de l'ouverture des droits ou du dernier paiement